



Cahier des Clauses Administratives Particulières

[CCAP]

RENOVATION DE L'UNITE D'HEBERGEMENT de L'IME

« Les Escloses »

Crouzit-Haut 15200 MAURIAC

ADSEA SAUVEGARDE 15

2 RUE DE LA FROMENTAL

15000 AURILLAC

SOMMAIRE

1. MARCHE	4
1.1. <i>Objet du marché</i>	4
1.2. <i>Intervenants</i>	4
1.3. <i>Documents constituant le marché</i>	5
1.4. <i>Sous-traitance</i>	5
2. PRIX.....	5
2.1. <i>Caractère du prix</i>	5
2.2. <i>Contenu du prix</i>	6
2.3. <i>Variation de prix</i>	6
2.4. <i>Compte prorata</i>	6
3. TRAVAUX MODIFICATIFS	6
4. AVANCE.....	6
5. DELAIS ET CALENDRIER D'EXECUTION	7
5.1. <i>Délai d'exécution</i>	7
5.2. <i>Calandrier détaillé d'exécution</i>	7
5.3. <i>Prolongation du délai d'exécution</i>	7
6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	7
6.1. <i>Situations mensuelles</i>	7
6.2. <i>Acompte sur travaux</i>	7
6.3. <i>Acompte sur approvisionnements</i>	8
6.4. <i>Mémoire et Décompte Général Définitif (DGD)</i>	8
6.5. <i>Retenue de garantie</i>	8
6.6. <i>Intérêts moratoires</i>	8
7. EXECUTION DU MARCHE.....	8
7.1. <i>Préparation du chantier</i>	8
7.2. <i>Installations de chantier</i>	9
7.3. <i>Implantation - Niveaux – Piquetage</i>	9
7.4. <i>Hygiène, sécurité, protection de la santé</i>	9
7.5. <i>Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail</i>	9
7.6. <i>Présence aux rendez-vous de chantier</i>	10
7.7. <i>Comptes-rendus</i>	10
7.8. <i>Préchauffage</i>	10
7.9. <i>Fournitures et travaux</i>	10
7.10. <i>Echantillons</i>	10
7.11. <i>Protection des ouvrages</i>	10
7.12. <i>Gestion des déchets de chantier</i>	10
7.13. <i>Documents à fournir après exécution</i>	11
7.14. <i>Réception</i>	11
7.15. <i>Levées des réserves</i>	11
7.16. <i>Période de garantie de parfait achèvement</i>	11

8. PENALITES DE RETARD – PRIME POUR AVANCE	12
8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	12
8.2. Pénalités pour retard de transmission de documents	12
8.3. Pénalité pour retard de présentation d'échantillons.....	12
8.4. Pénalité pour absence aux réunions de chantier.....	12
8.5. Pénalité pour retard dans la levée des réserves	12
8.6. Primes pour avance.....	12
9. ASSURANCES.....	12
10. RESILIATION.....	13
11. CONTESTATIONS ET LITIGES	13

1. MARCHE

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

Rénovation de l'unité d'hébergement de l'IME « Les esclozes » – Crouzit Haut 15200 MAURIAC

Elles concernent les marchés conclus entre le maître d'ouvrage et les entreprises titulaires des lots :

- Lot 01 : Désamiantage
- Lot 02 : Démolition Gros œuvre
- Lot 03 : Charpente ouverture
- Lot 04 : Menuiseries extérieures
- Lot 05 : Menuiseries intérieures
- Lot 06 : Cloisons sèches Faux plafonds
- Lot 07 : Peintures
- Lot 08 : Carrelage Faïence
- Lot 09 : Revêtements de sols souples
- Lot 10 : Chauffage Plomberie Sanitaire Ventilation
- Lot 11 : Electricité Courants forts et faibles Désenfumage
- Lot 12 : Lot optionnel : ravalement

1.2. Intervenants

1.2.1. Maîtrise d'ouvrage

ADSEA SAUVEGARDE 15
2 RUE DE LA FROMENTAL
15000 AURILLAC

1.2.2. Maîtrise d'œuvre

ARCHITECTE

Agence d'architecture Jean-Géraud LUTRAN - METAFORE - 24, Rue Paul Doumer - 15000 AURILLAC
TEL.04.71.64.12.24 - Email : contact@metafore.fr

BUREAU D'ETUDES

IGETEC - 5, Avenue Georges Pompidou - 15000 AURILLAC
TEL.04.71.63.88.30 - Email : accueil@igetec.fr

1.2.3. Bureau de contrôle

SOCOTEC – 24 rue GUTENBERG - 15000 AURILLAC
TEL.04.71.48.41.58 - Email : vincent.troupel@socotec.com

1.2.4. Coordonnateur SPS

DAVID FERREIRA - 173, Avenue du Général Leclerc - 15000 AURILLAC
TEL.04.71.64.11.38 - Email : sarl.dferreira@orange.fr

1.3. Documents constituant le marché

Les pièces constituant le marché, prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) se référant expressément à la Norme Française P.03.001 d'octobre 2017 qui constitue le Cahier des Clauses Générales. Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCAP s'appliquent de plein droit ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La série de plans, schémas et croquis,
- Les diagnostics avant démolition (amiante, plomb, termites, ...),
- Le rapport initial de contrôle technique du bureau de contrôle ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- Le plan général de coordination sécurité et protection de la santé (PGCSPS) ;

Pièces non jointes au marché

- Les clauses techniques générales applicables aux travaux de bâtiment (normes, NF DTU) sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes matériellement aux pièces du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés – norme NF P 03-001 - édition octobre 2017. Ce document est appelé " CCAG " dans le présent document.

Pièces annexées au marché

- Le devis quantitatif estimatif (DQE) ou décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour chaque lot.

1.4. Sous-traitance

Conformément à l'article 4.4 du CCAG, l'entrepreneur peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché. Toutefois, il doit exécuter avec sa propre main-d'œuvre une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.

L'entrepreneur principal doit faire accepter son (ou ses) sous-traitant(s) et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître d'ouvrage. Il doit adresser au maître d'ouvrage sa demande de sous-traitance par lettre recommandée avec avis de réception ou la remettre contre reçu. Si le maître d'ouvrage n'a pas répondu à cette demande dans un délai de 15 jours à compter de sa réception, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du (des) sous-traitant sont réputés acquis.

2. PRIX

2.1. Caractère du prix

Le marché est passé à prix GLOBAL et FORFAITAIRE. Le prix est celui indiqué à l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

La décomposition du prix global et forfaitaire, telle qu'établie dans les devis quantitatifs estimatifs ou bordereaux de prix unitaires ne vaut que pour l'établissement des décomptes mensuels ou, le cas échéant, pour les travaux modificatifs demandés par le maître d'ouvrage. Il est précisé que les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes portées sur cette décomposition et même relevées après signature du marché, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement.

2.2. Contenu du prix

Le prix est réputé comprendre toutes dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les dépenses communes de chantier, les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, les frais généraux, frais d'assurance, impôts et taxes.

2.3. Variation de prix

Le prix du marché est FORFAITAIRE, FERME, NON ACTUALISABLE ET NON REVISABLE.

2.4. Compte prorata

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les dépenses sur compte prorata font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène,
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone,
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'assainissement, d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.

L'entreprise désignée pour la gestion du compte prorata est l'entreprise du lot principal, soit le LOT 02 DEMOLITION GROS-ŒUVRE. Elle procède au règlement des dépenses correspondantes, mais elle peut demander des avances aux autres entreprises. En fin de chantier, elle effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entreprises lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre elles.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par l'entreprise défaillante devra être assurée par le titulaire du LOT 02 DEMOLITION GROS-ŒUVRE jusqu'à la désignation d'une nouvelle entreprise et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

3. TRAVAUX MODIFICATIFS

Dans le cadre de modification de programme ou de changement de prestation demandée par le maître d'ouvrage, les travaux inhérents à toute modification du programme de base donneront lieu à l'accord de travaux modificatifs supplémentaires au marché.

L'entrepreneur devra établir un devis sur la base des prix unitaires figurant dans la décomposition du prix global forfaitaire, pour les ouvrages connus, et dans le cas contraire, sur la base de prix nouveaux à déterminer avant exécution à partir des mêmes bases que celles de la DPGF.

Ce devis fera l'objet d'un avenant et sera soumis au maître d'ouvrage pour accord après avoir été vérifiée par le maître d'œuvre.

L'article 2 du présent CCAP s'applique également aux travaux modificatifs.

4. AVANCE

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage.

5. DELAIS ET CALENDRIER D'EXECUTION

5.1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévu pour l'ensemble des travaux est de 18 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service de commencer les travaux. Le délai imparti englobe la période de préparation du chantier (1 mois), le repliement du matériel, le nettoyage des lieux, l'opération préalable à la réception, la réception, les congés (le cas échéant, 2 semaines au mois d'août et 2 semaines au mois de décembre).

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Les travaux s'exécuteront en 2 phases distinctes et en site occupé.

5.2. Calendrier détaillé d'exécution

Il est établi par le maître d'œuvre en concertation avec les entrepreneurs pendant la période de préparation du chantier.

Il doit s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel d'exécution. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel devient contractuel.

Les travaux s'exécuteront en 2 phases distinctes et en site occupé.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage pour les journées d'intempéries répondant aux conditions de l'article 10.3.1.1 du CCAG.

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur devra le signaler et le justifier par écrit au maître d'œuvre, pour acceptation, et ce, par anticipation ou après chaque journée d'intempéries.

6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1. Situations mensuelles

En cours de travaux, il sera délivré à l'entreprise des acomptes au vu de situations mensuelles vérifiées par le maître d'œuvre. Après vérification et corrections éventuelles, le maître d'œuvre établira le certificat de paiement pour transmission au maître d'ouvrage.

Les situations seront établies cumulativement et expliciteront en détail les ouvrages réalisés depuis le début des travaux. Elles seront établies en 1 exemplaire papier.

NOTA : L'entreprise pourra facturer 95% de son marché à l'avancement des travaux. Les 5% restants seront facturés dès que l'entreprise aura remis son DOE et que le chantier aura été réceptionné.

6.2. Acompte sur travaux

Les travaux seront réglés par acomptes mensuels sur la base des situations mensuelles visées à l'article précédent, dûment vérifiées par le maître d'œuvre qui les transmettra au maître d'ouvrage avec ses observations et ses propositions. Les paiements à effectuer seront prévus sur la base des états de situation vérifiés, des acomptes précédemment payés, de la retenue de garantie, des pénalités, des primes d'assurances et, généralement, de toutes sommes à la charge de l'entreprise ou lui profitant.

Les acomptes seront réglés dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du certificat de paiement par le maître d'ouvrage.

Toute délégation de créance sera interdite à l'entreprise sans autorisation expresse du maître d'ouvrage. L'acceptation et le paiement d'une situation seront toujours faits sans préjudice de tout redressement ultérieur, en cas d'erreur ou d'inexactitudes. Il est bien spécifié que le paiement des situations ne constituera en aucune manière, une acceptation des ouvrages réalisés à quelque titre que ce soit.

6.3. Acompte sur approvisionnements.

Il n'est pas prévu d'acomptes sur approvisionnements.

6.4. Mémoire et Décompte Général Définitif (DGD)

Dans un délai de 10 jours à dater de la réception des travaux ou de la résiliation du marché, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre un mémoire définitif de ce qu'il estime lui être dû en application du marché.

Si le mémoire définitif n'a pas été remis au maître d'œuvre dans le délai imparti, le maître d'ouvrage pourra, après une mise en demeure restée sans effet, le faire établir par le maître d'œuvre aux frais de l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre vérifiera le mémoire définitif et établira le décompte général définitif des sommes dues en exécution du marché. Ce décompte définitif ne préjugera pas du paiement de tout ou partie du solde dû à l'entrepreneur, lequel restera soumis à l'accomplissement préalable des obligations mises à sa charge par les documents contractuels.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 7 jours après réception du mémoire définitif pour établir le décompte définitif et le transmettre au maître d'ouvrage.

6.5. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée, afin de garantir l'exécution des travaux pour satisfaire, le cas échéant, aux réserves faites à la réception par le maître d'ouvrage. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret ou une garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

A l'expiration du délai d'une année à compter de la date de réception, faite avec ou sans réserve, la caution est libérée ou les sommes consignées sont versées à l'entrepreneur.

6.6. Intérêts moratoires

Après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, les retards de paiement ouvrent droit, pour l'entrepreneur, au paiement d'intérêts moratoires à un taux qui sera le taux d'intérêt légal augmenté de 7 points.

7. EXECUTION DU MARCHE

7.1. Préparation du chantier

Il est prévu une période de préparation du chantier de 1 mois.

7.1.1. Documents d'exécution

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur commence à établir les documents d'exécution (plans, notes de calculs, détails) nécessaires pour le début des travaux.

Les documents d'exécution sont soumis au visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Sur cette opération les plans d'exécutions Structure et Fluides sont à la charge du bureau d'études IGETEC.

7.1.2. Réservations

Pendant la période de préparation, les entreprises transmettent leurs réservations aux corps d'état intéressés. Les percements, trous, etc. non signalés ou prévus après coup, seront à la charge de l'entreprise qui n'aura pas communiqué dans les temps.

7.1.3. Plan particulier sécurité et protection de la santé (PPSPS)

L'entrepreneur établit, s'il est requis, le plan particulier sécurité et protection de la santé. Il le communique au coordinateur santé sécurité.

7.1.4. Réunions de préparation relatives à l'organisation de l'exécution des travaux

L'entrepreneur, y compris les sous-traitants désignés prendront part, avec les autres intervenants, aux réunions de préparation initiées par le maître d'œuvre et qui ont pour objet :

- La définition des interfaces matérielles et organisationnelles entre participants ;
- L'établissement du calendrier détaillé des périodes de préparation et d'exécution précisant les périodes d'intervention de l'entrepreneur et des autres participants dans le cadre du calendrier contractuel ;
- Le projet des installations de chantier en accord avec le PGC SPS et en harmonie avec les besoins des autres entrepreneurs ;
- La mise en commun d'équipements de travail ou d'installations de chantier ;
- La mise au point des délais d'approvisionnement ; l'entreprise vérifiera auprès de ses fournisseurs les délais et les quantités afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement.

7.1.5. Délais de remise des documents

L'ensemble des documents, réservations..., mentionnés ci-dessus et établis par l'entreprise au cours de la période de préparation des travaux devront être transmis 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation sous peine d'application de pénalité selon l'article 8.2.

7.2. Installations de chantier

Définies dans le CCTP LOT 02 DEMOLITION GROS-ŒUVRE.

7.3. Implantation - Niveaux – Piquetage

Définis dans le CCTP LOT 02 DEMOLITION GROS-ŒUVRE.

7.4. Hygiène, sécurité, protection de la santé

Les obligations de l'entrepreneur sont définies à l'article 5 du CCAG.

7.5. Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail

Les plans d'exécution établis par l'entrepreneur durant le chantier, sont soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du maître d'œuvre qui doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception (sauf si cette mission d'exécution lui est confiée). Tous les plans d'exécution et notes de calculs devront être visés par le contrôleur technique désigné par le maître d'ouvrage.

Si les plans sont demandés à l'initiative du maître d'œuvre, l'entreprise disposera d'un délai de 15 jours pour les transmettre sous peine d'application de pénalité selon l'article 8.2.

Sur cette opération les plans d'exécutions Structure et Fluides sont à la charge du bureau d'études IGETEC.

7.6. Présence aux rendez-vous de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer son représentant qui a pouvoir pour donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier dans le cadre des prescriptions du marché. Le maître d'œuvre détermine en début de travaux le rythme des rendez-vous de chantier.

7.7. Comptes-rendus

Les prescriptions contenues dans les comptes-rendus de réunions de chantier sont applicables sauf contestation écrite de la part de l'entrepreneur dans un délai de 48 heures à compter de leur réception.

Les comptes-rendus sont transmis par courriel.

7.8. Préchauffage

Par dérogation aux articles des DTU correspondants, le préchauffage nécessaire à la pose des revêtements, des plâtreries et des peintures dans les conditions de température requises, sont à la charge des titulaires des marchés ou partie de marché des lots correspondants.

7.9. Fournitures et travaux

Il est fait application de l'article 8 du CCAG sauf indication contraire du Cahier des Clauses Techniques particulières, notamment dès lors qu'un produit spécifique est prescrit dans le descriptif par le maître d'œuvre, l'entrepreneur est tenu de l'employer, sous sa responsabilité comme le précise le CCAG, sauf à notifier pendant la période de préparation au maître d'œuvre et au maître d'Ouvrage son refus d'employer ce produit.

7.10. Echantillons

Les échantillons d'appareillages, de matériaux et de produits doivent être fournis par l'entrepreneur dès que le maître d'œuvre en fait la demande. L'entreprise devra remettre ses échantillons dans un délai de 15 jours sous peine d'application de pénalité selon l'article 8.3.

7.11. Protection des ouvrages

7.11.1. Contre les risques de vol et de détournement

Jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement.

7.11.2. Contre les risques de détérioration

De même, l'entrepreneur doit protéger ses ouvrages contre les risques de détérioration. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

7.12. Gestion des déchets de chantier

Définie dans le CCTP LOT 02 DEMOLITION GROS OEUVRE

7.13. Documents à fournir après exécution

A l'issue de l'exécution de ses travaux ou à la date prévisible de réception des travaux, l'entrepreneur élaborera un dossier complet des ouvrages qu'il aura exécutés. Ce dossier comprendra par lot :

- Plans des ouvrages réalisés avec notes de calcul,
- Plans de récolement,
- Référence des matériaux et matériels utilisés avec adresse des fabricants ou fournisseurs,
- Notice d'entretien,
- Notice de fonctionnement avec schéma et consignes,
- Certificats de traitement le cas échéant,
- Bons de garanties éventuels,
- Procès-verbaux de classement des matériaux ou d'essai,
- Résultats des essais effectués sur chantier et en laboratoire tels que prévus au descriptif ou demandés en cours de chantier,
- Certificats de conformité éventuels (gaz, électricité,),
- Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Transmission : par mail à l'architecte.

L'établissement des DOE n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

7.14. Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux.

Chaque entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle l'ensemble de ses travaux est achevé.

Postérieurement à cette information, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés.

Les modalités de réception sont celles prévues à l'article 17 du CCAG sous réserve de transmission des pièces prévues à l'article 7.13 et de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges (essais COPREC, BETON, PLAQUE, ETANCHEITE A L'AIR).

7.15. Levées des réserves

Lorsque les procès-verbaux de réception font état de réserves, par dérogation à l'article 17.2.5 du CCAG l'entrepreneur dispose d'un délai fixé au procès-verbal de réception pour reprendre les travaux concernés.

7.16. Période de garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 1792 du Code Civil et au CCAG, la durée de la période de garantie de parfait achèvement, dont le début est la date de réception, est de 1 an. Durant cette période, l'entrepreneur est tenu :

- De lever les réserves notées à la réception dans le délai fixé au procès-verbal de réception,
- De remédier à tous désordres nouveaux signalés par le maître de l'Ouvrage ou le maître d'œuvre dans un délai de 15 jours.

Les délais d'intervention prescrits aux deux alinéas précédents peuvent éventuellement être raccourcis dans le cas de réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention plus rapide motivée par des problèmes de sécurité touchant les personnes ou les ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des désordres.

8. PENALITES DE RETARD – PRIME POUR AVANCE

Les pénalités ci-dessous sont exclusives l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler.

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché.

Les pénalités sont calculées sur le montant HT des travaux et ne sont pas assujetties à la TVA conformément à la législation fiscale.

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Tout retard dans l'exécution sur les délais partiels de chaque tâche de chaque ouvrage donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 1/3000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

8.2. Pénalités pour retard de transmission de documents

Le dépassement des délais fixés au CCAP pour la transmission de documents entraîne, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application d'une pénalité d'un montant fixé à 75 Euros HT par jour calendaire de retard.

8.3. Pénalité pour retard de présentation d'échantillons

Le dépassement des délais fixés au CCAP quant à la présentation d'échantillons entraîne, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application d'une pénalité d'un montant fixé à 20 Euros HT par jour calendaire de retard.

8.4. Pénalité pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence à une réunion de chantier, l'entrepreneur s'expose à une pénalité d'un montant fixé à 50 Euros HT.

8.5. Pénalité pour retard dans la levée des réserves

Tout retard dans la levée des réserves donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité d'un montant fixé à 300 Euros HT par jour calendaire de retard.

8.6. Primes pour avance

Il n'est alloué aucune prime en cas d'achèvement des travaux avant l'expiration des délais impartis.

9. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché, devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- D'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes définis dans les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4, 1792-4-1 du Code civil.

Les attestations devront être valables à la date de l'ouverture du chantier sur lequel l'entrepreneur intervient, ainsi que pour l'exercice des activités objets du marché dont il est titulaire.

L'entrepreneur sera tenu de signaler au maître d'ouvrage toutes les modifications apportées sur ses contrats au cours de la période de travaux, soit sur sa propre demande, soit à l'initiative des assureurs.

10. RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions et formes définies à l'article 22 du CCAG.

11. CONTESTATIONS ET LITIGES

Les contestations et litiges qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'application du marché seront réglés à l'amiable dans toute la mesure du possible. A défaut d'accord amiable, le litige fera l'objet d'un arbitrage dans les conditions définies au CCAG, et conformément à celles-ci, le différent pourra être porté devant la juridiction du lieu d'exécution des travaux.